

Pour des primaires de la gauche et des écologistes

• Par Gérard Filoche pour D&S n°231 janvier 2016

François Hollande à ce jour et avec sa stratégie est un candidat perdant pour 2017. Comment sauver la gauche en 2017 ? Comment ne pas être devant un choix LR ou FN au second tour ?

Certes, on peut espérer un mouvement social qui change la donne.

Cela peut arriver et nous y travaillons. Un mouvement social serait le meilleur remède contre les trahisons du gouvernement Hollande, Valls, contre la casse du code du travail, contre le blocage des salaires et la hausse faramineuse des dividendes, contre le chômage de masse et la misère sociale. La situation est tellement explosive qu'un tel mouvement peut survenir à tout moment. François Hollande s'est moqué de ceux qui allaient « chercher des manifestants en Grèce alors qu'il n'y en avait pas en France » et de « eux qui invoquaient sans cesse le thermomètre des luttes ». Qu'il prenne garde, cela peut arriver tant la contradiction est grande entre la politique qu'il défend

et celle qui est attendue par des millions de nos concitoyens de gauche. Des millions de salariés sont indignés par le traitement discriminatoire réservé à ceux d'Air France et de Goodyear.

Certes, des millions de militants, d'électeurs sont désemparés, en colère, déçus, abattus, divisés et « n'y croient plus ». On entend tous ces désespoirs sur les réseaux sociaux, dans les réunions, dans les associations et les syndicats.

La division fait rage dans les rangs de la gauche trop prompts à s'excommunier et à s'accuser sans réfléchir suffisamment. Après cinq ans de « macroneries » *a contrario* de tous les espoirs du discours du Bourget, il y a des arguments pour désespérer en effet. La gauche-Uber a mis à mal les plus belles traditions de notre camp. Avec Blum, Mauroy, Jospin, on progressait, de 40 à 39h, puis à 35 h. On gagnait du Smic, des

congés, des droits, des temps de retraites, des protections, du respect. Là, avec Hollande et Valls, on a perdu. Ils ont même remis en cause ce qu'ils défendaient quelques années auparavant en tant que socialistes. Même sur des questions démocratiques : déchéance nationale, état d'urgence, amnistie des syndicalistes, droits des délégués du personnel et CHSCT, élection des prud'hommes... Dire que François Hollande défendait le repos dominical et promettait aux salariés de Goodyear d'interdire les licenciements boursiers tout en promettant l'amnistie des syndicalistes...

Mais pourquoi se résigner, pourquoi baisser les bras, pourquoi accepter la défaite sans combat ? La gauche avait tout il y a 3 ans à peine : l'Assemblée, le Sénat, la présidence, 2 villes sur 3, 61 départements sur 100, 20 régions sur 22. La politique Hollande-Valls-Macron a fait perdre tout ça : 5 défaites en 3 ans ! Elle a mis deux fois Le Pen en tête, le 29 mai 2004 et le 6 décembre 2015, elle a éliminé la gauche de régions entières, le désastre du 13

« Pourquoi se résigner, pourquoi baisser les bras, pourquoi accepter la défaite sans combat ? »



Pour une année utile

décembre donne 388 conseillers régionaux au FN et 355 seulement au PS. Si cela prouve que la politique Hollande est un désastre, cela ne prouve pas que le pays a viré à droite ni que la gauche a perdu. Car LR et FN ne gagnent pas tant en voix qu'en pourcentage, et l'écrasante majorité des électeurs de gauche n'a pas basculé à droite, mais vers l'abstention.

La gauche, c'est le salariat.

La gauche, c'est ceux qui produisent les richesses et n'en reçoivent pas la part qu'ils méritent. Le salariat, c'est 93 % des actifs, on est très loin des vaines menaces « d'ubérisation » que les Macron/Valls/Uber essaient de tourner contre lui. Le salariat, c'est aussi la jeunesse en formation. Le salariat, c'est les chômeurs provisoirement et injustement privés d'emploi. Le salariat, ce sont les retraités dont l'existence ne dépend pas de l'épargne, mais de la retraite par répartition. Le salariat n'a aucune raison de perdre, de se démobiliser : ceux qui pratiquent la « politique café du commerce », en pronostiquant des événements irrationnels pour 2017 ou 2022, cela n'a aucun intérêt. On doit lutter, dans le cadre des calendriers réels, sans perdre de temps. Si certains ont les moyens d'attendre, ce n'est pas le cas de la majorité de notre classe sociale. Car il y a urgence : 6,15 millions de chômeurs, 9 millions de pauvres, 50 % des salaires en dessous de 1670 euros... On ne spéculé pas pour après-demain, on

combat pour aujourd'hui, et on est pressés, très pressés ; chaque jour, chaque lutte, chaque argument et aussi chaque vote comptent.

Car ce qui n'était ni bon ni acceptable sous Hollande, doit être rejeté, mais pour autant tout ce qui menace de venir n'est pas égal.

Les yeux doivent être ouverts, les approximations et les ignorances faciles doivent être écartées. Ce sera mille fois pire en misère et inégalités sous Sarkozy-Juppé et dix mille fois pire, avec menaces vitales, sous Le Pen. La victoire de LR et du FN nous ferait perdre ce qui nous reste encore de dignité. LR ce sera la cinquième semaine de congés en moins, la fin des 35 h et de la durée légale du travail, la fin du smic, la retraite à 65 et 70 ans. Le FN, parti à direction fasciste, ce sera une écrasante défaite historique de cent ans de luttes sociales, un retour à Pétain. Aucune raison de s'incliner devant un pareil horizon. Il faut battre les défaitismes, les Cassandre, les résignations, les capitulations, les divisions. On a les forces sociales et politiques suffisantes, et même majoritaires à la base, pour empêcher le désastre en 2017 et renverser la vapeur.

Unité et respect entre tous !

Nul n'a pu empêcher ces dernières années la casse des droits du travail et donc, des salaires. Pas d'arrogance, pas de supériorité de quiconque. Humilité ! Quand le PS

reculait, toute la gauche reculait faute de réponse adéquate : le grand remplacement ne s'est pas fait. Qui a lutté avec succès contre l'ANI, contre la loi Sapin du 14 juin 2013, contre la loi Ayrault contre les retraites du 18 décembre 2013, contre la loi Macron du 8 août 2015 ? Où sont les forces mobilisées ? Où l'unité a-t-elle été réalisée efficacement entre forces de gauche et forces syndicales pour mobiliser et barrer la route aux projets scélérats de Valls et Macron ? La polémique interne à la gauche n'aide en rien, elle aggrave tout.

« Sans unité, dans son histoire, la gauche n'a rien réussi. »

Sans unité, dans son histoire, la gauche n'a rien réussi. Elle n'est rien si elle ne rassemble pas ses forces. Si l'on veut chercher des exemples positifs, il faut regarder en Espagne et les alliances nouées pour Madrid et Barcelone. Il faut étudier la situation portugaise et le compromis passé pour gouverner à gauche. Il faut se féliciter en Grande-Bretagne du renouveau du Labour derrière Jérémy Corbyn. Et s'il ne fallait pas signer le diktat du 13 juillet, Alexis Tsipras, dans son courageux petit pays qui fait 2 % du PIB européen, a été défait par le putsch des ordolibéraux allemands : sa stratégie est pour le moment une impasse, mais il n'a pas totalement capitulé et ne mérite pas les accusations de trahison lancées sans réflexion ça et là ; l'avenir en Grèce ne peut pas contourner Syriza et il dépend du reste de l'Europe, de nous.

De façon générale en Europe, il n'y a pas de voie unique, la reconstruction de la gauche passe à la fois en dehors des partis sociaux-démocrates et en-dedans. Est-ce le moment, en prétendant que « tout est foutu », de mettre des préalables, des exclusives et des vetos, d'exiger des scissions, des règlements de compte ? Est-ce le moment de défendre des programmes indéfendables, irréalistes, jusqu'au-boutistes ?



N'est-ce pas plutôt le moment de chercher des accords, d'unir la gauche sur des bases réalistes, crédibles, applicables concrètement ? Les « promesses » non tenues du discours du Bourget de Hollande, on peut les renouveler en mieux et en se donnant les moyens, la force de les faire gagner en les mariant avec le programme du Front de gauche et des écologistes ! Mais pour cela – et c'est possible, on le peut, on le doit –, la gauche doit se rencontrer se refonder, se donner un plan pour 2017.

6 mois pour la méthode et pour la plate-forme, 3 mois pour les primaires

Il faut définir la méthode

Comment travailler dès aujourd'hui une alternative pour éviter la déroute de la gauche en 2017 ? Sinon en commençant par travailler à une plate-forme politique de gouvernement rose-rouge-verte pour 2017-2022 ? Est-elle possible ? Oui, bien sûr, si elle est envisagée comme une plate-forme de compromis ni libérale, ni gauchiste. Si elle se situe au cœur de la gauche et des écologistes. Elle est possible si elle s'inspire d'un compromis comme celui qui gouverne au Portugal, si elle dépasse la contradiction dans laquelle est tombée Syriza, si elle s'inspire à la fois de la politique indépendante et unitaire de Podemos, si elle tire parti de l'aspiration qui a permis l'extraordinaire victoire de Jérémy Corbyn dans un Labour qu'on croyait tous perdu.

Qui peut concevoir cette plate-forme ? Elle peut et doit être l'objet d'une préparation entre tous les représentants des forces de gauche et des écologistes qui se sentent concernés, acceptent l'intégralité du processus et manifestent leur volonté de compromis à gauche. Il ne s'agit pas d'opposer réformisme et révolution, il ne s'agit pas d'opposer programme minimum et programme maximum, mais d'écrire un programme de transition éco-socialiste pour gouverner cinq ans. Il s'agit d'intégrer toutes les composantes de la gauche : il existe 19 partis, 30 orientations en leur sein, et 8 syndicats. La plate-forme doit rassembler

et convaincre, pas écarter ni cliver. Elle ne peut être ni libérale, ni sociale-libérale, ni gauchiste. Elle doit se situer au cœur de la gauche et des écologistes, au milieu de toutes les forces rassemblées. Elle doit veiller à être réaliste, sachant que la France est de gauche et que nous viserons, par ce texte, à ce que sa majorité sociologique s'exprime. Elle décrira moyens et rythmes pour faire les changements essentiels plébiscités



par notre peuple. Une période de pré-discussion doit forcément avoir lieu dans les partis, syndicats, associations, rassemblements citoyens. Pré-textes et textes doivent circuler jusqu'à ce que des assises permettent de préfigurer des projets affinés publiquement.

Jusque là, et en même temps qu'on discute sur la plate-forme, il faut se mettre d'accord sur la méthode : l'idée est d'arriver à une seule plate-forme, pour des primaires de toute la gauche et le but est qu'un candidat unique de gauche soit ainsi démocratiquement désigné. Car il s'agit non pas de faire des scores de 4, 6 ou 10 % sur un candidat ou un autre, le but est ambitieux : il est de booster un seul candidat pour qu'il passe en tête de la gauche, et qu'il se qualifie à l'issue du premier tour et permette de rouvrir les portes de la victoire, ce que la politique de François Hollande ne lui permet visiblement plus. Et ce qu'aucun candidat isolé actuel ne peut envisager une seule seconde.

Nous voulons un candidat unique de toute la gauche et des écologistes, porté par toute la gauche. Seule façon d'être au second tour en 2017 et de pouvoir le gagner.

L'enjeu d'une telle plate-forme, le sérieux, le travail, la volonté d'accord qu'elle implique entre tous, sont le garant du processus entier : sans plate-forme, aucune confiance ne peut exister.

Pour une année utile

La trahison quasi quotidienne de ses paroles par François Hollande, thème par thème, depuis cinq ans, a découragé sinon ruiné beaucoup d'espoirs démocratiques et citoyens. Il faut redonner la confiance en commençant par la politique : ce qu'on peut faire, ce qu'on va faire, comment on peut le faire. Pas de phrases en l'air, il faut conquérir et entraîner une majorité réelle de la société et pour cela, une majorité du salariat, sa force sociale principale.

Personne ne dictera semblable plate-forme, personne ne détient la vérité, toutes et tous doivent y travailler ensemble, dans des cercles et commissions, et publiquement. Pareille plate-forme rose-rouge-verte, de toute la gauche sociale et écologique, peut prendre six mois à se construire, dès lors que le chemin à parcourir par la suite est clair : primaires, puis acceptation par tous de l'issue de ces primaires pour un candidat unique qui défendra la plate-forme.

L'essentiel est la plate-forme de la gauche et des écologistes

En même temps, vite, on peut commencer à définir une pré-plate-forme commune éco-socialiste : c'est possible si elle prévoit la rupture avec l'austérité, une relance pour combattre le chômage de masse, une profonde réforme

bancaire et fiscale, une redistribution des richesses en commençant par la hausse des salaires et des minimas sociaux et la taxation des dividendes, par le combat frontal contre la fraude fiscale, par la reconstruction d'un fort droit du travail, le contrôle des licenciements et la baisse de la durée du travail, la retraite à 60 ans, l'extension des services publics et de la sécurité sociale, la transition écologique, et un ensemble de mesures démocratiques qui engagent vers une VI^e République sociale, laïque, parlementaire, écologique, féministe et internationaliste.

On peut penser qu'en fait ce ne sera pas difficile : un gouvernement rose-rouge-vert aurait pu voir le jour à tout moment depuis quatre ans, si l'élu de l'Élysée l'avait envisagé et voulu. Mais évidemment cela impliquait de rompre avec l'orientation droitière, suicidaire, de Valls, Sapin, Macron, Rebsamen et Cie ; ce qu'à aucun moment en

dépôt des conseils, suggestions, propositions, François Hollande n'a jamais voulu faire. Il faut être pour défendre une réforme fiscale et bancaire, la redistribution des richesses, la hausse des salaires, le droit du travail, les 32h, le contrôle des licenciements, la lutte contre la fraude fiscale, la sécurité sociale pour tous, l'école publique, une orientation éco-sociale, pour un plan de transition énergétique afin de diminuer de façon drastique les émissions de gaz à effet de serre, pour un développement durable qui réponde aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs, pour renforcer les services publics, transports publics.... Tout cela était naturellement dans les bagages depuis 5 ans, mesures accessibles et réalistes. Il n'y avait pas depuis 2012 une « seule politique possible ». Il y avait une alternative à la soumission à la finance prônée par les Jouyet, Macron, Sapin, Moscovici, Merkel et Schäuble. La France, c'est 20 % du PIB européen, dix fois plus que la Grèce, elle a d'immenses moyens d'action au sein de l'UE dont François Hollande a refusé de se servir, sous prétexte, de ne pas affaiblir une Europe qui s'est justement effondrée à cause de ses refus d'agir.

Une plate-forme d'un gouvernement rose-rouge-vert, éco-socialiste, serait une ouverture, un début, et si elle réussissait, (ré)ouvrirait espoirs et mobilisa-

« Il y avait une alternative à la soumission à la finance prônée par les Jouyet, Macron, Sapin, Moscovici, Merkel et Schäuble.





tion sociale. Selon le degré de ces mobilisations, il serait possible d'aller plus loin dans la transformation sociale, en s'appuyant consciemment sur un renouveau de la confiance et de la démocratie vivante.

Une telle plate-forme pourrait être finalisée en quelques jours par une réunion de « sommet » des forces politiques concernées et présentée, discutée à des millions de militants et citoyens de gauche. Il faut en passer par là pour qu'elles soient toutes associées. Mais pas seulement : différents moyens de travail collectifs, sont envisageables, planifiables, organisables avec précision, grâce à tous les réseaux sociaux (ils n'existaient pas au moment de la rédaction du programme du Front populaire ou du CNR). Dès lors qu'un calendrier est fixé, et qu'une méthode de travail rassemble, avant le premier semestre 2016, avant fin juin, un projet public peut être sur la table.

L'organisation de primaires de gauche et des écologistes

Nous n'avions pas à D&S été des partisans acharnés des primaires. Mais nous avons vérifié que 3 millions d'électeurs s'étaient déplacés en 2011 pour les primaires socialistes : ce fut un grand événement que chacun doit désormais intégrer dans la bataille pour la présidentielle (tant qu'il existera une élection prési-

« Arriver à une seule plate-forme, pour des primaires de toute la gauche et des écologistes

dentielle, car nous pensons tous qu'il faut remettre en cause le pouvoir personnel et redevenir une démocratie parlementaire, après 50 ans d'exception malheureuse).

En 2017, à cause du passif de ces 5 ans où la gauche a été la plus piteuse de son histoire récente, nous savons combien l'obstacle est difficile à franchir. Les régionales ont démontré la menace des Le Pen et de LR. Oui, le plus probable paraît être un second tour entre LR et le FN, ce qui nous pousserait - parce qu'il n'y aura pas de triangulaire en 2017 - à voter le moins pire contre le pire. La démoralisation, le découragement, l'absence de perspective politique qui en découleraient nous mèneraient inévitablement à une cuisante défaite sociale.

Il faut créer une extraordinaire dynamique pour contraindre François Hollande à ne pas piétiner la gauche : la balle sera dans son camp, ce ne sera pas facile pour lui, s'il y a une plate-forme commune de la gauche et des écologistes. Car évidemment, la victoire lui est interdite à cause de son bilan.

Avec quatre ou cinq candidats de premier tour à gauche entre 1 et 12 %, il aura perdu. Mais avec un candidat boosté par un travail de six mois sur une plate-forme commune associant des centaines de milliers de militants, les règles du jeu seront totalement modifiées.

Un autre horizon s'ouvre à gauche

Vu son refus d'écouter pendant cinq ans tout ce qui lui a été proposé, un retournement de sa part laisserait sceptique des millions d'électeurs, et un refus d'entendre de sa part aboutirait au même résultat. D'ailleurs, il a tranché : pas de primaires ! Sa stratégie, c'est une étrange « triangulation » où il s'imposerait par la force institutionnelle, marchant sur les plate-bandes de la droite, s'efforçant d'être qualifié face au FN pour imposer à la gauche, contrainte et forcée, de se rallier. Pareil passage en force cynique induit démoralisation, démobilisation et ... échec. Non seulement il n'y a aucune ambition sociale dans cette stratégie, mais il théorise que l'affrontement se ferait sur les valeurs, pas sur les salaires ! Qu'est ce que cela veut dire des « valeurs » sans salaires ? Cela veut dire des débats nauséabonds sur la « déchéance de la nationalité » et, en même temps, la casse du code du travail et la liquidation des droits collectifs par les CPA (comptes personnels d'activité).

Pour une année utile

Notre seule chance de victoire

Ceux qui craignent « que Hollande se présente et prenne la tête des primaires » ne raisonnent pas correctement. Les primaires sont dans les statuts du PS et l'Élysée n'envisage déjà pas une seconde de s'y plier. C'est tranché. Même des primaires ouvertes socialistes sont une menace pour François Hollande, il a été tellement loin vers l'autre camp que la gauche lui en tiendra rigueur et que les appels au vote « utile » ne marcheront que partiellement : pas suffisant pour franchir les obstacles dont il a lui-même jonché la voie de sa réélection. Et dès lors, même un candidat de la gauche socialiste, dans une primaire socialiste, récolterait des millions de voix en soutien et ferait une percée à la Corbyn. Hollande étant le perdant, des millions de gens vont rechercher un gagnant. C'est possible dans des primaires de toute la gauche sur une plate-forme commune. La plate-forme donnerait confiance, les primaires donneraient envie, et on pourrait se fixer l'objectif de 3 millions et plus de participants.

Pareille dynamique écarte la reconduction de la politique suivie depuis cinq ans !

Là, il faut aller jusqu'au bout : pareil processus change la donne pour l'élection présidentielle elle-même, car un candidat qui aurait franchi tous ces obstacles, porté par un score populaire sur une plate-forme unitaire retrouverait toutes ses chances d'être au

second tour, et d'affronter soit LR soit le FN et de gagner contre eux. Il serait un « candidat unique de la gauche », celui qui aurait refusé des primaires serait en déphasage... Réfléchissons bien, il n'existe pas d'autres moyens, d'autre espoir sérieux, réaliste. Beaucoup rêvent d'un « Podemos à la française », d'un renouvellement de la vie politique, de la démocratie, des garanties militantes. Ne voilà-t-il pas une méthode, un processus, un moyen adapté à notre situation nationale pour y parvenir ?

Ne cherchons pas le nom du candidat ou de la candidate à ce stade, il ne s'impose pas, il ne peut être créé que par le processus. Il y en aura six ou sept qui se présenteront au premier tour de la primaire, mais deux seulement seront au second tour. Que le ou la meilleur gagne ! Il s'agit de choisir le meilleur défenseur de la plateforme et celui ou celle qui l'emportera sera transcendé, transformé, valorisé par l'engouement

Même s'il n'a jamais été élu avant. Même s'il est « neuf ». *A contrario*, tout candidat qui s'écarterait de ce processus, n'aurait guère de légitimité, ni de chances de succès. Et tout candidat choisi serait ensuite, comme jamais, dans l'histoire, sous le regard vigilant, le contrôle actif, de ceux qui auraient élaboré la plate-forme et auraient voté pour lui aux primaires. On peut dégager ainsi une énergie extraordinaire, inédite.

Tout candidat qui veut avoir de réelles chances, aura intérêt à passer par tout ce processus et à le faire réussir. Et en retour il en recevra une consécration dynamique qui changera la donne. C'est pourquoi il faut faire converger tous les appels, toutes les démarches, tous les efforts unitaires, ceux pour des « primaires » (comme celui lancé par 30 personnalités d'un secteur de la gauche dans *Libération* le 11 janvier), ceux pour un accord politique de la gauche, ceux pour un candidat unique de la gauche.

Oui, on peut, on doit gagner en unifiant la gauche et les écologistes sur une plate-forme de gauche et un candidat de gauche unique ! C'est la seule voie pour battre la droite en 2017 !

Cette dynamique vaut aussi pour les législatives, car la préparation d'une plate-forme commune s'ancre dans les territoires et les circonscriptions avant d'être validée nationalement. C'est donc un formidable moyen de gagner une majorité de gauche à l'Assemblée nationale sur une base solide, commune et un large soutien populaire.

Rejoignez, soutenez la ligne générale de cette démarche, signez tous les appels pour une plate-forme commune de toute la gauche, pour des primaires, pour un candidat unique de la gauche sur la base de la plate-forme

D&S, c'est la revue qui est pour l'union de la gauche.

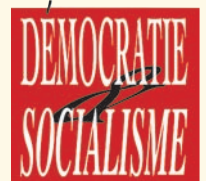
Nous sommes pour un gouvernement rose, rouge vert, c'est quand même le meilleur moyen de faire l'unité ! Sans Macron, sans agent de la finance.

Pour cela, il faut une plate forme de gauche de gouvernement : pour une réforme fiscale, pour une réforme bancaire, pour hausser les salaires et réduire les dividendes, pour reconstruire un code du travail fort et protecteur, pour réduire la durée du travail, pour des services publics élargis et renforcés, pour le respect de la démocratie avec une 6^e République sociale, parlementaire, laïque, écologiste, féministe, internationaliste.

Nous voulons battre la droite et l'extrême droite, en revenant aux fondamentaux de la gauche : le partage des richesses, une société humanisée et non pas financiarisée.

Nous avons besoin de vous. De votre soutien. Sans vos abonnements, nous ne pouvons pas fonctionner. Nous n'avons ni sponsor, ni mécène seulement l'appui des militants. Chaque chèque est donc bienvenu.

Pour 2016 : un an, 10 numéros de 24 pages, 30 euros ou plus.



<http://www.democratie-socialisme.org>